distribué gratuitement en 1966-1967, plus de 10,225,000 plants dont les agriculteurs se sont servis pour établir des rideaux protecteurs dans les fermes et les champs. En tout, 1,966 milles de rideaux protecteurs ont été ainsi plantés.

La loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles a été adoptée en 1961; le programme ARDA a été mis sur pied parce qu'on a reconnu qu'il était dans l'intérêt national d'assurer une meilleure utilisation des terres, d'améliorer la rentabilité des fermes présentement de faible rapport et de relever les revenus et les possibilités d'emploi dans les régions rurales. En maints endroits du Canada, le niveau de revenu et d'existence sont inadmissiblement bas et l'utilisation des terres est inefficace ou contre-indiquée. Dans une mesure assez importante, ces problèmes d'économie, de sociologie et de conservation résultent de la mécanisation de l'agriculture, qui met les exploitants de fermes de faible étendue et peu mécanisées dans une situation désavantageuse; cet état de choses fait que le nombre de fermes au Canada a diminué d'environ 750,000 qu'il était en 1931, à moins de 431,000 aujourd'hui.

La loi, modifiée en 1966 pour devenir la loi sur l'aménagement rural et le développement agricole, et complétée par la loi sur le Fonds de développement économique rural, est une loi habilitante dont le but est de compléter la législation fédérale et provinciale en matière de ressources renouvelables et de développement économique et social du milieu rural et d'y suppléer, de contribuer à la coordination et à l'élargissement des programmes en cours et d'en combler les lacunes. C'est un instrument puissant pour la création de programmes visant la réaffectation des terres, la conservation des sols et des eaux, le relèvement du revenu et la multiplication des occasions d'emploi dans les régions rurales ainsi que les travaux de recherche. Le programme de l'ARDA était, depuis sa mise en œuvre jusqu'au 31 mars 1965, exécuté en vertu d'une convention générale fédérale-provinciale; depuis lors, il est réalisé en vertu de l'Accord de la convention fédérale-provinciale sur l'aménagement rural, qui prendra fin en 1970. En vertu de la première convention, l'ARDA a approuvé des projets qui engageaient le gouvernement fédéral pour un montant de \$34,517,000 dont quelque \$13,484,000 ont été dépensés pendant la période. La contribution du gouvernement fédéral aux frais est ordinairement de l'ordre de 50 p. 100. La convention fédérale-provinciale sur l'aménagement rural prévoit des dépenses de 125 millions de dollars pour la période 1965-1970. De plus, une somme de 300 millions est réservée, en vertu de la loi sur le Fonds de développement économique rural, au financement de projets importants de développement de régions rurales spécialement désignées. Au cours de l'année 1966-1967, le gouvernement fédéral a affecté \$39,429,000 en fonds de l'ARDA pour la réalisation de 371 projets.

L'Inventaire des terres du Canada, coordonné par l'Administration de l'ARDA, a été rendu possible par les vastes travaux de classement des sols effectués au Canada au cours des cinquante dernières années. Les relevés effectués depuis 1935 sont l'œuvre conjointe de pédologues des gouvernements fédéral et provinciaux et des universités, qui jouissent de l'appui financier des paliers supérieurs de gouvernement. La plupart des terres arables ont été classées et cartographiées d'après les caractéristiques inhérentes du sol. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a procédé à une nouvelle classification des terres d'après leur utilisation actuelle, et divers organismes, tant fédéraux que provinciaux, ont fourni des renseignements au sujet des facteurs socio-économiques qui interviennent dans l'utilisation des terres. L'Inventaire des terres du Canada comprend un troisième genre de classification des terres, d'après leur utilisation possible pour d'autres fins: agriculture, sylviculture, récréation ou réserve de gibier dans les régions peuplées du pays ou dans leur voisinage. Les terres sont classées suivant leur possibilité de mise en valeur, leur utilisation actuelle, et les facteurs socio-économiques qui se rattachent à leur utilisation actuelle. Toute cette masse de renseignements sera enregistrée sur bandes magnétiques, analysées et publiées sous forme de cartes ou autrement, de façon à en faire un outil de travail pour la planification des ressources et d'aménagement rural d'un bout à l'autre du pays. Une centaine d'organismes relevant des 11 gouvernements fédéral et provinciaux, participent à la confection de l'Inventaire, ainsi que plusieurs universités, organismes indépendants, sociétés et particuliers. À la fin de 1967, les parties